

CRISE FINANCIÈRE OU CRÉPUSCULE DU CAPITALISME RENTIER ?

BERNARD GERBIER *

Une partie des tenants d'une analyse simplement financière de la crise est obligée d'admettre aujourd'hui sa dimension systémique. Mais ils restent incapables de saisir la crise dans sa dynamique longue prenant en compte les structures sociales et les formes de financement de l'économie qui en résultent. Ce dont il s'agit aujourd'hui, ce n'est pas d'une crise de plus, mais d'une entrée dans le crépuscule du capitalisme rentier organisé par l'hégémonie américaine.

Le capitalisme a toujours été cyclique et les crises financières y ont toujours sanctionné les crises économiques de solvabilité. Dans une lecture longue, la crise actuelle n'a rien d'exceptionnel. C'est seulement par référence au fonctionnement du capitalisme d'après la Seconde Guerre mondiale qu'elle peut paraître anormale. En réalité c'est cette période qui est exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme.

Aux débuts de la crise, il était convenu entre économistes bien-pensants, tenants de la théorie de l'efficience des marchés, a fortiori financiers, ou tenants de la régulation de ces mêmes marchés, que la crise était financière. Certains mêmes rassuraient en prédisant que cette crise financière aurait peu d'incidences économiques. Cette position n'était pas surprenante : rien dans leur théorie de « l'économie de marché » ne permet de penser une crise structurelle. La dynamique de la crise a aujourd'hui balayé ces analyses superficielles et oblige une part d'entre eux à se recycler jusque dans une théorie du caractère systémique de la crise. C'est évidemment un progrès considérable dans la problématique. Mais, ce mouvement en direction du retour à l'analyse du capitalisme ne doit pas s'arrêter

* ÉCONOMISTE, UNIVERSITÉ PIERRE MENDÈS-FRANCE, GRENOBLE

au risque systémique que fait courir le possible effondrement du système monétaire et financier international.

En effet, dans une économie caractérisée par une intrication essentielle des dimensions monétaires, financières et productives comme l'est le capitalisme, saisir réellement les fondements de ces dysfonctionnements impose de prendre en compte les structures sociales et les formes du financement de l'économie qui en résultent. Ces structures sociales sont le support de la structuration de l'économie internationale et en expriment les rapports de domination, les conflits et les enjeux. Elles sont le produit de la dynamique longue de l'accumulation du capital. De ce fait, même si la crise actuelle peut être appréhendée par ses aspects plus spécialisés, elle doit être resituée dans cette dynamique longue pour en saisir toute la dimension. Cette dynamique longue a beaucoup été étudiée par les Anglo-Saxons dans les années 1980 et a donné naissance à la théorie dite des « cycles hégémoniques »¹. L'histoire du capitalisme serait ainsi faite de la succession de cycles de l'hégémonie (ou de la domination) d'une grande puissance d'une durée d'environ un siècle. Nous en avons proposé une théorie générale permettant de rendre compte de l'évolution de la structure du capitalisme mondial et de la périodiser [B. Gerbier, 2004a]. C'est sur cet essai que nous nous appuyerons pour proposer une lecture de la crise non pas comme une crise financière ou économique de plus, mais comme la crise d'entrée dans l'agonie du capitalisme rentier organisé par l'hégémonie américaine.

La crise actuelle survient dans une période parfois qualifiée de « deuxième mondialisation financière », la première concernant les années 1880-1914. Ces deux périodes constituent les phases de financiarisation de la Puissance Internationalement Dominante (PID) marquant la deuxième partie de son cycle hégémonique, celle du déclin. Cette financiarisation :

¹ L'ouvrage de l'historien P. Kennedy [1988] constitue le point d'orgue de cette discussion. Même s'il n'est pas le plus convaincant sur le plan théorique, en particulier en réduisant cette question sur le plan économique au seul ratio des dépenses militaires dans le PNB alors que bien d'autres dimensions interagissent (ratio dépenses militaires/dépenses civiles, sclérose des structures productives et financières, etc.), cet ouvrage a été un best-seller mondial désignant très clairement, peu avant l'effondrement de l'URSS, la première guerre du Golfe et l'émergence de « l'unilatéralisme américain », quelle était la question réellement à l'ordre du jour dans le monde.

- se caractérise par une spécialisation sur les finances, les secteurs des ressources naturelles et les services qui accompagnent ces activités;
- s'explique par son incapacité à maintenir la compétitivité internationale de son industrie face à ses challengers en économie ouverte et par la montée de la spécialisation internationale qui en résulte (ce que P. A. Samuelson admet aujourd'hui);
- traduit sa capacité à maintenir sa domination internationale à travers son contrôle du financement de l'économie internationale en raison du rôle joué par ses firmes et ses réseaux bénéficiant de leur puissance acquise dans la première période de domination et de sa monnaie érigée en devise-clé du système monétaire et financier international;
- conduit les autres économies à accepter une montée de leur intégration internationale et donc de leur propre financiarisation, d'où une mondialisation financière.

Dans cette nouvelle (structure de l') économie mondiale, le repositionnement international de la PID lui assure des prélèvements sur les profits générés dans les activités productives des autres économies et l'exploitation des ressources naturelles du monde. La fin du cycle hégémonique britannique au cours de la première mondialisation financière vit se développer les théories de l'impérialisme, à partir de *Imperialism* de J. A. Hobson. Plus remarquable encore est la caractérisation de cette période comme une période rentière par N. Boukharine et T. Veblen. On peut repartir aujourd'hui de cette analyse en termes d'hégémonie des rentiers pour comprendre l'économie mondiale actuelle.

La crise financière actuelle met à mal le « régime de croissance patrimonial »². La plus grande partie des économistes pensent que cette mise en difficulté est conjoncturelle puisque ce régime de croissance est financièrement instable et hautement soumis à spéculation. A contrario, on peut aussi soutenir que cette crise manifeste l'épuisement de ce régime: la norme de rendement financier³ imposée par le capital financier afin de rémunérer les rentiers épuise le capital productif au point que des unités

² «L'appellation «régime patrimonial» désigne le rôle désormais prépondérant que jouent les marchés des actifs qui constituent la richesse des ménages dans la détermination des équilibres macroéconomiques. Elle désigne aussi l'extension de l'actionnariat salarié via l'importance des investisseurs institutionnels dans la finance et la gouvernance des entreprises comme instance primordiale de la régulation de ce régime de croissance» [M. Aglietta, 1998, p. 14].

³ La littérature spécialisée fait état d'une norme minimale de 15%.

tout à fait rentables sont fermées pour cause d'incapacité à la satisfaire et que la même firme peut annoncer, parfois à peu de jours d'écart, des licenciements et des profits gigantesques. Mais avec le durcissement des contraintes de l'accumulation du capital productif, les possibilités de prélèvement de profit par le capital financier se restreignent et son caractère fictif se dévoile. Néanmoins, d'un point de vue d'économie politique, ce dernier a structuré socialement nos sociétés de telle sorte qu'elles sont désormais dépendantes des rentiers⁴, à commencer par les rentiers américains, qui ont besoin pour le financement de leurs rentes d'un prélèvement à ce point croissant sur les richesses de l'ensemble du monde qu'il en devient insoutenable pour l'accumulation. Ne serait-ce qu'écologiquement, ce fait est bien connu : le capitalisme de demain ne pourra pas être « américain », le mode de vie des États-Unis n'étant pas généralisable et, conséquemment, leur « modèle civilisationnel » n'étant plus à même de proposer « un dessein au monde » (selon la pénétrante vision de F. Perroux). La crise est ainsi vue comme la crise du capitalisme de rentiers organisé par les États-Unis.

La crise est crise du capitalisme de rentiers organisé par les États-Unis

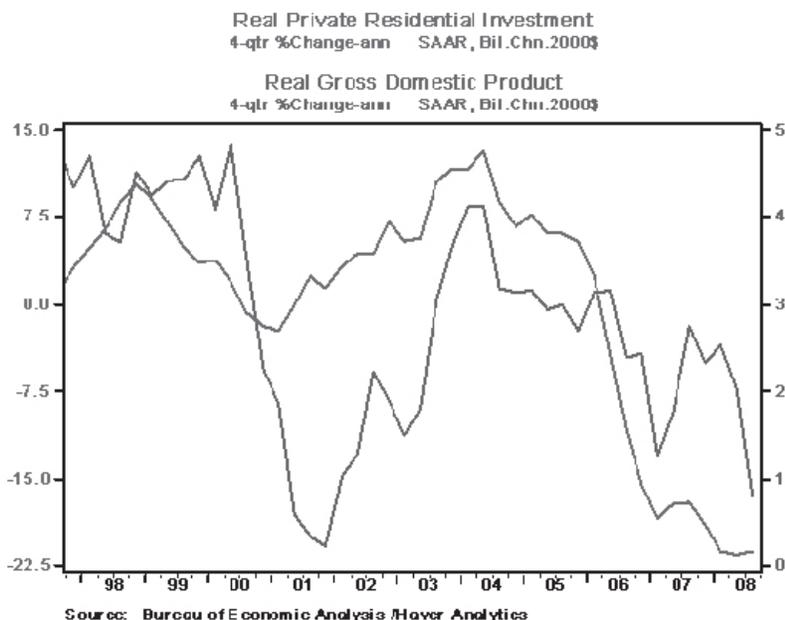
Les récits dominants sur la crise en font une crise financière ayant des répercussions économiques ou réelles, c'est-à-dire affectant la production. Cette vision est fautive : la crise financière n'est pas première dans l'enchaînement causal de la crise actuelle ; c'est au contraire la crise économique qui a provoqué la crise financière.

La crise économique a précédé la crise financière

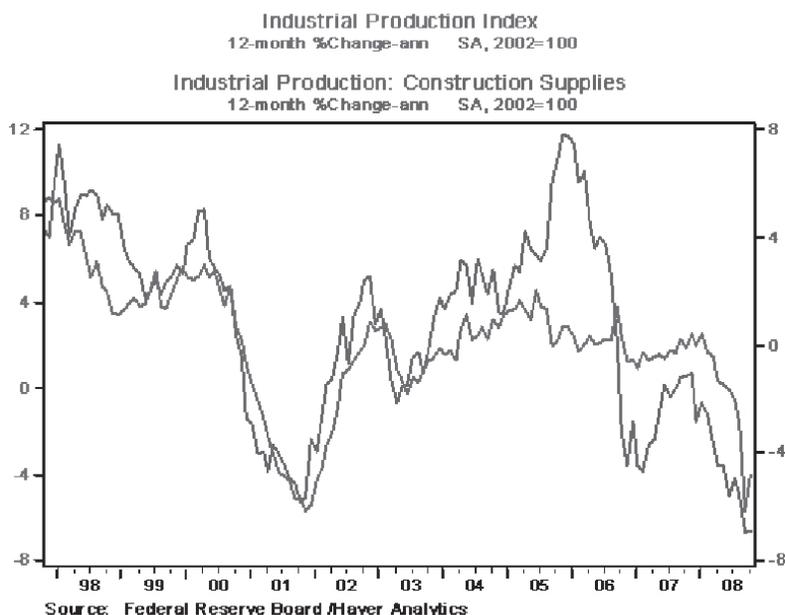
Les tendances baissières sont à l'œuvre bien avant 2007 comme le montrent les graphiques ci-dessous : les taux de croissance du Produit Intérieur Brut mesuré en tendance (moyenne mobile 12 mois) et de l'investissement résidentiel

⁴ Le terme de « rentier » me paraît plus adapté à une analyse d'économie politique (internationale) que celui de « patrimonial », car, au-delà des mécanismes économiques de fonctionnement de l'accumulation du capital auquel renvoie ce dernier, il marque, lui, la structuration socio-politique que ces mécanismes ont produit et insiste donc sur le pouvoir par-delà la richesse.

privé aux États-Unis commencent à baisser dès 2004⁵. Ces évolutions suggèrent l'épuisement du régime d'accumulation même si cet épuisement ne se répercute pas immédiatement dans la production industrielle qui n'entamera sa chute qu'à la fin 2007.



⁵ On peut également noter que la forte synchronisation (corrélation?) entre l'évolution de la production industrielle de biens de construction et de la production industrielle de 1998 à 2005 laisse place à une sur-réaction d'abord à la hausse, puis à la baisse de la première par rapport à la seconde.



Cette tendance à l'épuisement du régime d'accumulation est corroborée sur la base d'une tout autre analyse par un think tank européen travaillant sur l'évolution des États-Unis. Ce dernier emploie une méthodologie nouvelle de mesure du PNB des grandes économies basée sur la mesure du PNB dans les cinq principales devises mondiales (dollar américain, euro, livre britannique, yen et yuan) qu'il qualifie de «localisation multidevises du parcours d'une économie» [GEAB]⁶. Ce choix est justifié par le refus de considérer que le dollar peut être l'étalon de mesure des valeurs dans un monde dont les économies sont entrelacées et dont la structure géoéconomique est en pleine transformation. Dès janvier 2007, ce think tank publie un communiqué annonçant l'entrée des États-Unis dans une très grande dépression. Il confirme ce diagnostic en mai 2007 en

⁶ De plus, afin de ne pas laisser de prise facile contre sa méthode, il ajoute que, pour mener son analyse, il a retenu les chiffres officiels, même si ceux-ci, établis en dollar US, sont très optimistes et seront sans doute révisés ultérieurement.

montrant que l'économie américaine est entrée en récession au cours du 1^{er} trimestre 2007, au cours duquel la valeur du PNB des États-Unis a commencé à décroître lorsqu'elle est mesurée dans 3 des 4 devises autres que le dollar US, à savoir en euro, livre et yuan. Ses estimations pour les 2^e et 3^e trimestres 2007 indiquent le renforcement de cette tendance (dès le 2^o trimestre, c'est y compris dans le Yen que la récession est confirmée), ce qui l'amène à annoncer l'entrée des États-Unis dans la « Très Grande Dépression ».

En complément, ce think tank montre que le mois d'avril 2007 marque « un tournant sur les facteurs-clés de la crise systémique globale, dont l'évolution va désormais connaître une nouvelle accélération » dont il tire les deux séquences suivantes :

– « Aggravation de l'insolvabilité du consommateur américain, chute des profits des sociétés dépendantes du marché américain et licenciements massifs alimentent une boucle rétroactive négative – Accélération de la baisse du dollar, inflation importée, hausse du déficit de la balance des paiements et tensions commerciales avec l'Asie et l'Europe provoquent l'implosion du consensus à la Réserve Fédérale et l'entrée dans la « Très Grande Dépression » [GEAB].

La conclusion est évidente : la crise économique a précédé la crise financière et l'a provoquée.

La crise économique a provoqué la crise financière

En restreignant les opportunités de valorisation sur les marchés et en détruisant les positions spéculatives assises sur la cavalerie (« Ponzi positions » ou escroqueries à la Madoff) ⁷, la crise

⁷ On appelle « Ponzi positions » les positions spéculatives dans lesquelles « l'agent est dans l'obligation d'emprunter pour rembourser ses dépenses financières car les revenus courants ne suffisent ni à régler le principal, ni les intérêts. L'agent espère alors la réalisation de plus-values sur la vente de ses actifs pour générer un revenu supérieur à l'ensemble de ses dépenses ». G. Vanel, p. 183]. On passe d'une Ponzi position à l'escroquerie lorsque le montage financier repose sur une promesse de rendement insoutenable dont les intérêts sont versés par prélèvement sur les apports des nouveaux arrivants. Le mécanisme n'est tenable que tant que les flux financiers entrants de l'agent sont supérieurs aux flux sortants. Dans les affaires, ce mécanisme s'appelle « la cavalerie ». Par exemple, le prestataire ne peut acheter les fournitures nécessaires à son actuel chantier qu'avec les avances versées pour un futur chantier. Là aussi, tout retournement de conjoncture est fatal.

économique a généré le point de retournement des anticipations. C'est le moment ⁸ où le blocage des possibilités de spéculation haussière sur les marchés financiers et le tarissement du flux des nouveaux entrants qui nourrissait la bulle financière inversent les anticipations enclenchant un cycle cumulatif à la baisse. Pour le comprendre, il faut rappeler l'hypertrophie du secteur financier américain et son caractère rentier. Sa part dans le total des profits du secteur privé s'est élevée à 40% en 2007, contre environ 10% dans les années 1980, alors que ce secteur ne représentait que 15% de la valeur ajoutée et 5% des emplois privés américains. Cette « rente financière » a été prélevée, essentiellement, au bénéfice des intermédiaires de la finance de marché, dont les banques d'investissement et les « hedge funds » [M. Aglietta, 2008]. Les possibilités de dégager un surplus de valeur dans le secteur productif s'asséchant, les possibilités de prédation du secteur financier sur le secteur productif se réduisaient encore plus vite, compte tenu du rétrécissement en cours du secteur productif, comme l'a montré K. Marx il y a déjà un siècle et demi. La bulle financière ne pouvait dès lors qu'exploser.

Par le même processus d'enchaînement cumulatif par lequel la croissance financière à crédit avait nourri l'illusion d'une croissance durable et légitimé le pillage spéculatif du secteur productif par le secteur financier, le ralentissement cumulatif de la croissance économique révélait les stocks de créances douteuses, faisant se propager le doute au sein de la pyramide des titres. Compte tenu de l'ampleur de la non-transparence des produits financiers et de la non-efficience des marchés financiers, rendues possibles par la désinformation passée (que les théoriciens de l'efficience des marchés financiers recouvrent pudiquement du voile de « l'asymétrie d'information ») et soudainement révélées, la crise de solvabilité génère brutalement une crise de liquidité. La crise financière impacte alors violemment l'économie productive en inversant l'effet de richesse ⁹ et restreignant drastiquement

⁸ Qualifié de « moment de Minsky » du nom d'un économiste qui a « dynamisé » la problématique keynésienne en liant les évolutions des dimensions productive et financière du capitalisme pour montrer leur caractère cyclique cumulatif.

⁹ On appelle « effet de richesse » le comportement de consommation, traditionnel aux États-Unis, qui consiste à s'endetter pour dépenser sur la base de la valorisation fictive (aux prix du marché mais sans procéder à une transaction) de son patrimoine. Ainsi, plus la bourse et/ou l'immobilier montent, plus les propriétaires de titres financiers

le crédit aux entreprises et aux particuliers. En conséquence, l'économie entière entre dans un processus cumulatif de crise. Mais cette amplification de la crise ne doit pas faire oublier sa réelle origine, celle du manque de débouchés solvables.

La crise économique est due au manque de débouchés solvables

La crise économique est due au tarissement des débouchés solvables. La crise de l'immobilier en est sans doute le révélateur principal. Elle a mis en lumière la fuite en avant dans le crédit qui a constitué une part croissante du financement de l'immobilier après la récession de 2001 (éclatement de la bulle de la nouvelle économie) et de la croissance économique américaine (ce qui explique son exceptionnalité dans les pays du Nord).

L'immobilier a constitué le moteur du soutien de la croissance : « plus des deux tiers de l'accroissement de la production et de l'emploi sur les six dernières années est lié à l'immobilier, ce qui est l'effet à la fois de l'immobilier résidentiel neuf et du recours par les ménages à des emprunts adossés sur la valeur de leur habitation afin d'entretenir une fièvre consummatrice. La bulle de l'immobilier résidentiel induisit les Américains à vivre au-delà de leurs moyens – l'épargne nette est négative depuis deux ans » [J. Stiglitz].

L'accès à la propriété a de plus en plus reposé sur des crédits hypothécaires assouplis, les « subprime ». Les établissements de crédit ont fait de l'effet de richesse un argument de marketing : un crédit à taux d'intérêt variable orienté à la baisse et à amortissement différé associé à une montée des prix de l'immobilier enrichissait sans même avoir de revenu ! Ainsi, la part des crédits *subprime* est passée de 7,4 % de l'ensemble des prêts immobiliers en 2002 à 21,5 % en 2006, selon la Mortgage Banker Association.

Plus généralement, l'endettement a été la véritable source du maintien de la consommation. Et lorsque l'endettement même sans garantie sérieuse n'a plus suffi, les établissements de crédit ont inventé les crédits Ninjas (No income, no job, no asset ; pas de revenu, pas de travail, pas d'actif) cyniquement qualifiés par leurs offreurs de « crédits à neutrons » parce qu'ils détruisaient les emprunteurs mais laissaient intact et donc réappropriable

ou immobiliers voient leur « richesse » augmenter et peuvent donc souscrire des crédits sur gages pour dépenser. Ce mécanisme est évidemment également soumis à retournement.

leur patrimoine par leurs créanciers. Mais ce mécanisme était lui aussi un mécanisme de cavalerie: il n'était tenable que pour autant que le nombre d'emprunteurs défaillants restait marginal et qu'il était surpassé par le nombre des nouveaux entrants sur le marché. Avec la crise économique et la baisse du nombre des emplois, les défaillances allaient prendre une tournure insoutenable pour le système de crédit immobilier. Avec l'effondrement du secteur immobilier et ses répercussions considérables sur l'ensemble de l'économie américaine, la crise allait s'étendre à l'ensemble de l'économie mondiale. La crise révèle ainsi sa véritable nature, celle d'une crise de la structure du capitalisme de rentiers.

La crise économique est la crise de la structure du capitalisme de rentiers

Le manque de débouchés solvables trouve son origine dans les politiques de retour des rentiers mises en place sous couvert de libéralisme à partir des années 1980 par les gouvernements Thatcher/Reagan¹⁰. Décrivant ce retour à un second Age d'Or pour les plus riches, P. Krugman évoque les « Gatsby le Magnifique » du tournant du XIX^e siècle (que T. Veblen appelait, à l'époque, « la classe de loisir » en étudiant leur consommation ostentatoire) en analysant la concentration du revenu des États-Unis entre les années 1970 et 1998 [P. Krugman].

P. Krugman commence par rappeler qu'une étude du Congressional Budget Office montre qu'entre 1979 et 1997, le revenu après impôt du 1 % supérieur des revenus a cru de 157 % contre seulement 10 % pour les ménages moyens. Il résume ensuite une étude plus fine de T. Picketty et E. Saez. « La plupart

¹⁰ On ne doit ni oublier ni mésestimer le fait que ces politiques « libérales » ont été initiées au Chili, avec l'appui américain, par le régime de Pinochet mettant en œuvre la doctrine Friedman/Von Hayek (professeurs à l'université de Chicago) à travers les Chicago Boys dont plusieurs seront ministres, notamment de l'Économie. Il n'est pas ironique, mais au contraire crucial, de constater que le soi-disant libéralisme des rentiers nécessite un pouvoir politique dictatorial ou autoritaire. C'est ce qui est advenu aux États-Unis sous G. W. Bush. C'est également ce qui s'est passé en Europe lors des récentes expériences « libérales » ou ce qui se passe en Italie avec Berlusconi ou, aujourd'hui, en France avec Sarkozy. De fait, passer à la société inégalitaire des rentiers, quels que soient les couvertures « équitables », impose le recours à la force (certains parlent aujourd'hui de la montée d'un « néo-fascisme »).

des gains du 10% supérieur des contribuables américains sur les 30 dernières années furent le fait du 1% supérieur, plutôt que des autres 9%. En 1998, ce 1% supérieur commençait à 230 000 \$ de revenus. 60% des gains de ce 1% supérieur allaient au 0,1% supérieur, ceux dont les revenus commençaient à 790 000 \$. Et presque la moitié de ces gains allait à seulement 13 000 contribuables, le 0,01 supérieur qui avait un revenu d'au moins 3,6 millions \$ et un revenu moyen de 17 millions \$. (...), en 1970, ce 0,01% supérieur des contribuables touchait 0,7% du revenu total, c'est-à-dire qu'ils gagnaient « seulement » 70 fois plus que la moyenne, pas assez pour acheter ou entretenir une méga-résidence. Mais, en 1998, ce 0,01 supérieur recevait plus de 3% de tout le revenu. Ceci signifie que les 13 000 ménages américains les plus riches avaient presque autant de revenu que les 20 millions de ménages les plus pauvres ; ces 13 000 ménages avaient des revenus équivalents à 300 fois celui des ménages moyens » [P. Krugman]. Et l'auteur ajoute que cette concentration est encore en train de s'accroître au cours de l'actuelle décennie, ce qui ne fait pas de doute, y compris au niveau international où 2% de la population possèdent 50% des avoirs pendant que 50% de la population n'en détiennent que 1%.

La pension marginale à consommer des grandes fortunes étant très faible, cette richesse ostentatoire n'a que peu d'effet sur les débouchés et ne peut en aucun cas remplacer la consommation de masse : même si Porsche réalise des profits supérieurs à ceux de General Motors, son impact sur l'économie est négligeable face à celui de General Motors. En fait, ces fortunes ne trouvent réellement à s'employer que sur les marchés financiers. Ce que les statistiques et l'économie politique du rentier qualifient d'investissement n'est pour une bonne part que le gonflement obligé de la bulle financière sous la forme de placements financiers sans rapport avec les profits de l'économie productive. Voilà pourquoi Porsche peut en arriver à racheter Volkswagen.

La poursuite de cette politique de rentiers a été possible par le maintien de la consommation aux États-Unis grâce à l'effet de richesse et, donc, du niveau d'activité et de l'emploi, même si ces derniers étaient de plus en plus des emplois non qualifiés, précaires et mal payés. Le maintien de la consommation masquait les conséquences de la concentration croissante des revenus. Mais cette consommation reposait sur un déficit extérieur lui-même croissant.

Depuis trois décennies environ, ce déficit était accepté par le reste du monde car il constituait pour celui-ci un mécanisme de demande effective keynésien efficace, tout particulièrement pour

les pays émergents d'Asie pour lesquels il a été un élément essentiel de leur développement en résolvant de surcroît leur problème de financement de leur balance extérieure. Le pseudo-monde libéral des rentiers fonctionnait donc en réalité sur un régime keynésien mercantiliste, que l'on a appelé la « géoéconomie ». Le déficit commercial des États-Unis permettait aux dirigeants de ce pays de piloter le monde par leur marché : « l'accès au marché américain n'est pas un droit, mais un privilège » avait l'habitude de dire R. Zoellick (désormais président de la Banque mondiale) lorsqu'il était le Représentant spécial des États-Unis pour le Commerce (chargé notamment des négociations à l'OMC).

Cependant, la négligence généralisée du déficit extérieur américain ne peut être durable : l'accumulation des dettes extérieures pose la question de la valeur à terme des balances dollars (dollars détenus par le reste du monde). C'est alors la soutenabilité du système d'étalon dollar (qualifié par quelques spécialistes de « Bretton Woods II ») qui est en jeu puisque l'étalon de ce système monétaire et financier international (SMFI) perd sa capacité de réserve de valeur [G. Vanel]. La question alors posée est celle du passage de la crise du capitalisme de rentiers à son agonie.

De la crise du capitalisme de rentiers à son agonie ?

Résoudre la crise du capitalisme de rentiers nécessite de résoudre la crise financière, avant qu'elle n'entraîne l'effondrement de la sphère productive et d'abord aux États-Unis. La crise immobilière et la crise financière vont-elles se poursuivre ? Cela dépend, d'une part, de la capacité à réformer la structure économique et sociale de l'économie américaine et, d'autre part, de l'interaction stratégique entre les États-Unis et la Chine/Asie du point de vue de la gestion économique du monde. Mais, au-delà de la question de la soutenabilité de l'actuel système monétaire et financier international, cette question pose directement et crucialement celle de la survie de l'hégémonie américaine. Le premier point à envisager est celui de la reconstitution de la crédibilité du système bancaire.

Recapitaliser les banques ou resolvabiliser les populations ?

Pour reconstituer la crédibilité du système bancaire, la solution la plus usitée, jusqu'à aujourd'hui (fin mars 2009), est essentiellement la recapitalisation des banques. Cette dernière

fait suite, d'abord, à l'inopérabilité du recours à l'aléa moral ¹¹. La faillite de la banque Lehman Brothers a montré que sa mise en jeu, bien loin de rendre les marchés financiers efficients, provoquerait leur effondrement et, par là, celui de l'ensemble de l'économie. La solution de la recapitalisation a d'abord dû affronter l'impopularité de la garantie accordée aux banques contre leurs risques d'insolvabilité, garantie qualifiée de « socialisme des riches » par N. Roubini. Le candidat Obama s'était alors élevé contre l'absence de contreparties au moment même où celles-ci pouvaient se traduire, comme au Royaume-Uni, par une étatisation. Devenu président, il a imposé certaines limites à l'arrogance des banquiers et certaines modifications à leurs pratiques, mais, au total, sans grande portée transformatrice. La création d'un fonds d'investissement à capitaux publics-privés (doté de 500 milliards de dollars dans un premier temps, pour atteindre éventuellement 1000 milliards de dollars) pour racheter les actifs douteux des banques s'inscrit dans la même veine. De même, son plan prévoit un soutien au logement (de 50 milliards de dollars; à comparer au montant prévu pour le fonds de recapitalisation) pour favoriser la renégociation des prêts immobiliers et limiter les saisies ainsi qu'un soutien au crédit à la consommation (et aux entreprises). Au total, ces mesures donnent le sentiment de viser seulement à remettre le secteur bancaire en état de reprendre sa politique précédente, mais mâtinée de morale ¹² sans s'attaquer réellement aux racines du mal: les structures économiques et sociales du capitalisme de rentiers.

¹¹ La théorie économique appelle « aléa moral » le fait d'assumer soi-même les risques générés par sa propre activité. Cet aléa est sensé être un élément du comportement privé des activités de recherche de profit, mettant en balance espérance de profit et prise de risque. Pour la théorie (libérale) de l'efficacité des marchés, notamment financiers, l'existence de cet aléa moral dispensait de l'intervention de l'État et garantissait qu'ainsi, des marchés libres seraient plus efficaces que des marchés régulés, les individus étant mieux à même de connaître et d'exprimer leur intérêt que les décideurs publics. Ce principe s'oppose en quelque sorte à la maxime « too big to fail » ou « trop gros pour faire faillite ».

¹² L'invocation permanente à l'éthique montre bien que le capitalisme de rentiers en est dépourvu. Dans une société, il n'est en effet nul besoin de faire référence à ce qui est la norme des comportements puisque c'est normal!

En effet, cette recapitalisation, préconisée notamment par P. Krugman, ne peut pas sortir l'économie américaine (et mondiale) de sa crise. Elle peut, certes, stabiliser l'économie financière et éviter son effondrement, mais elle ne peut pas relancer l'économie productive confrontée à un manque de débouchés. Pour cela, il faut resolvabiliser les populations et les États par un transfert de revenus inverse de celui qui a eu lieu depuis le milieu des années 1970. Ce ne sont pas les besoins privés, ni les besoins publics en services publics et en infrastructures qui font défaut, mais les capacités financières. Il faut donc reprendre aux secteurs rentiers les ressources nécessaires pour cette nouvelle politique économique. Par exemple, aux États-Unis, un moyen eût pu être celui de la création d'un Office hypothécaire d'État doté des capitaux attribués au secteur financier et qui aurait pris en pension les créances immobilières insolvables ou douteuses à des conditions renégociées. D'un côté, la pyramide des titres s'en serait retrouvée consolidée, évitant la crise de liquidité par retour de la confiance au sein du secteur financier. De l'autre, des millions de personnes expulsées de leur logement continueraient à l'habiter tout en ayant la perspective de pouvoir solder un jour leur dette par le retour à l'emploi. Dans le même temps, il fallait re-réguler le secteur financier et, en particulier, revenir à la distinction entre établissements de dépôt/crédit et établissements d'affaires/investissements. Ceci aurait évidemment nécessité des négociations internationales, mais aurait limité la propagation internationale de la crise.

Les crises économiques et financières se mondialisent

En raison de l'interpénétration des économies, les crises financières et économiques se sont mondialisées.

La crise financière, du fait de la globalisation du secteur financier et de la titrisation, s'est étendue dans le monde : les « subprimes » et autres « produits toxiques » ont été placés sur l'ensemble des places financières sous la forme de titres dérivés. Ces titres dérivés, constitués de parcelles infimes des multiples créances originelles afin de diluer le risque, l'ont en fait généralisé car le lien entre le risque porté par le titre initial et les titres dérivés n'est plus évaluable parce que non reconstituable. Dès lors, dans l'impossibilité de connaître la solvabilité des autres institutions bancaires et financières, l'attitude à adopter pour chacune est de ne plus prêter aux autres. C'est le passage à la crise de liquidité. Le resserrement des conditions de crédit qui en résulte impacte directement et fortement l'économie productive et frappe l'emploi.

La crise immobilière en est l'indicateur majeur. En raison de l'importance en termes de mois/salaires de l'achat immobilier, la décision d'achat immobilier a un impact multiplicateur sur l'activité économique que n'a aucune autre décision de consommation. C'est la mondialisation de la crise économique qui en résulte, même et surtout pour les pays du Sud.

Dans les pays du Nord, la propagation trouve nationalement un terrain propice compte tenu de la similarité des politiques libérales menées dans les grandes économies développées de l'OCDE. La pression sur les débouchés les affecte toutes. La corrélation croissante entre les cycles américain et européen depuis le début des années 2000 en atteste [O. Bizimana]. La baisse de l'emploi (postes) et ses corollaires (précarité, durée, salaires) enclenche un processus de récession, mais le régime d'accumulation du capitalisme de rentier transforme celle-ci en déflation : alors que le pouvoir d'achat des ménages baisse, la nécessité de renforcer la compétitivité des firmes se fait encore plus impérieuse du fait de la réduction des débouchés. La nécessité de baisser les coûts, notamment salariaux, l'emporte sur tout autre considération, d'autant que la norme de rentabilité financière n'est évidemment pas au relâchement du fait même de la crise financière.

La consommation des salariés baissant, ce n'est pas celle des rentiers qui peut s'y substituer même si elle ne connaît pas la crise : en Europe, alors que Ferrari et MacLaren annoncent un carnet de commande plein jusqu'à fin 2011, les constructeurs généralistes licencient et, aux États-Unis, General Motors est au bord de la faillite.

Mais, la récession au Nord a des conséquences encore plus dramatiques au Sud.

Dans les pays du Sud, la baisse du niveau d'activité au Nord se traduit par la baisse rapide des recettes d'exportation, prix et quantités chutant sans que leurs chutes ne parviennent à endiguer le phénomène déflationniste. Ces pays vont dès lors s'enfoncer dans la crise sans avoir les moyens d'y remédier puisque leurs recettes d'exportation constituent leur unique ressource pour payer leur dette, subvenir le plus souvent à une couverture partielle des besoins fondamentaux de leurs populations les plus précaires et importer les biens d'équipement nécessaires à une politique de développement. En plus des conséquences sociales, c'est la capacité même de ces pays à mener des politiques de développement qui est obérée. Et cette conclusion renforce la dynamique déflationniste mondiale : la demande de biens que les pays du Sud ne peuvent plus adresser aux pays du Nord renforce la crise de ces pays.

Face à cette situation, il est aisé de comprendre que l'apport de nouvelles ressources au secteur financier n'est évidemment pas la solution. Au niveau microéconomique, que faire de ces nouvelles ressources, sinon les porter sur le marché financier même au risque de nouvelles pertes ? Au niveau macroéconomique, cela revient à « faire une transfusion de sang à un malade souffrant d'hémorragie interne » comme l'a dit J. Stiglitz. Il paraît clair que seuls des plans de relance coordonnés dans les secteurs à fort effet d'entraînement (bâtiment et travaux publics, automobile) sont susceptibles de bloquer la marche vers la déflation, boîte de Pandore des sociétés capitalistes. Mais cela suppose de remédier au problème de structure du capitalisme de rentiers. Est-ce possible ?

Une réforme de la structure du capitalisme de rentiers est-elle possible ?

Pour retrouver un développement soutenu et durable, il faut redonner du pouvoir d'achat aux salariés et reprendre des politiques publiques d'aménagement et d'offre de biens publics tout en orientant l'accumulation vers de nouvelles technologies et biens écologiquement adaptés. Il faut donc commencer par redonner à l'État les moyens de cette politique de transformation économique. Cela suppose des décisions de politique économique radicales :

- reprendre une politique fiscale assise majoritairement sur une imposition directe fortement progressive,
- re-réguler le secteur financier pour obliger les banques d'affaires à ne se consacrer qu'au financement de l'activité productive et, donc, à se contenter du taux de profit normal (A. Marshall) de cette activité,
- développer les droits des travailleurs, nationalement et internationalement, par exemple, en accordant aux normes édictées par l'Organisation du Travail le primat sur celles de l'Organisation Mondiale du Commerce ou des Institutions Financières Internationales,
- développer des normes écologiques dans des négociations internationales réellement coopératives,
- retrouver un espace politique pour la régulation étatique au Nord et pour le développement au Sud en organisant les relations économiques internationales sur la base du droit au développement national sur critères sociaux et écologiques.

C'est le rôle et la nature de l'État qui sont ici en cause. Mais l'État n'est pas une institution désocialisée. Il est le produit des rapports de force politiques et de leurs intérêts. Or, les rentiers

sont-ils disposés à abandonner leurs privilèges ? Évidemment non. Pour avoir une politique nouvelle contraire aux intérêts des rentiers, il faut l'imposer, ce qui suppose une bataille politique d'une ampleur exceptionnelle. Le champ de cette bataille est celui du libéralisme dans les relations internationales : il n'était que de voir l'insistance du Président Bush sur le libéralisme et le libre-échange lors des dernières rencontres et sommets auxquels il a participé et l'accord qui semblait régner sur ce point entre chefs d'État. Il est essentiel, et sans doute même vital, si l'on suit mon raisonnement jusqu'à son terme, de comprendre que le libéralisme économique international est l'arme des rentiers car il a permis de structurer l'économie mondiale capitaliste au profit des rentiers et il permet de maintenir leur hégémonie : en effet, dans une économie ouverte, le facteur de production mobile (le capital) met en concurrence le facteur de production immobile (le travail) lui dictant dès lors ses conditions d'une manière quasi dictatoriale.

Pour comprendre l'importance et la signification politique de cette proposition, il convient de rappeler la distinction, classique mais toujours oubliée par la plupart des économistes et des idéologues vulgarisateurs, entre le libre-échange des biens et la liberté des capitaux. Cette distinction est fondée en théorie : J. Bhagwati y insiste régulièrement en rappelant que, si la théorie économique standard démontre l'optimalité de la liberté des échanges de biens, aucun modèle n'en a fait de même pour la libre circulation des capitaux. C'est donc par une analogie mensongère que l'optimalité de cette dernière est invoquée. D'ailleurs, son contenu d'économie politique est très différent : alors que la théorie du libre-échange des marchandises a pour fondement des nations-blocs de facteurs de production au sein desquels l'État doit réguler les compromis entre capital et travail nationaux, la libre circulation du capital libère le capital de toute attache politique territoriale, lui permettant au contraire de les mettre en concurrence et les obligeant à le séduire [C. A. Michalet]. Ainsi, le capital, facteur de production mobile, a la faculté de mettre en concurrence les facteurs de production immobiliers, les travailleurs en particulier.

L'argument constant des défenseurs de la liberté du capital, dont il faut répéter qu'il ne s'appuie sur aucune théorie, est que la nouvelle division internationale du travail se fait par la croissance au Sud des emplois non qualifiés pendant qu'au Nord, le remplacement de ces emplois perdus se fait par la montée des emplois qualifiés de « l'économie de la connaissance ». Mais, cet argument, repris de la nouvelle économie internationale de P. Krugman, repose sur l'hypothèse implicite du plein-emploi

à l'échelle mondiale. Or, la nouvelle économie internationale réelle dans laquelle nous vivons connaît un sous-emploi global massif : l'émergence de la Chine, de l'Inde et des anciens pays socialistes a plus que doublé la population active disponible, laquelle n'est pas constituée, loin de là, que de travailleurs non qualifiés. De plus, la possibilité de trouver des travailleurs à plus bas salaires est toujours ouverte dans d'autres pays. La mutation technologique promise pour les économies du Nord n'est alors pas au rendez-vous et pourrait même s'inverser dans un certain nombre de secteurs de très haute technologie. Dans le monde subitement élargi de l'après-URSS n'ayant plus pour horizon à cet instant que le capitalisme, la masse des travailleurs disponibles explose sans que les pertes d'emploi et de revenus au Nord trouvent une compensation équivalente en revenus au Sud. En effet, le nombre des emplois créés au Sud étant à peu près équivalents au nombre de ceux qui sont perdus au Nord (les procès de travail délocalisés sont pratiquement identiques) et les salaires y étant largement inférieurs, la masse des salaires versés est considérablement plus faible.

Dès lors, la pression sur les débouchés s'accroît et la compétitivité-coût devient le régime de concurrence dominant, faisant pression constante à la baisse du salaire et des conditions d'emploi partout. Le salaire n'étant plus considéré que comme un coût et non plus comme un débouché (F. Perroux), il en résulte une tendance permanente à la montée de l'insuffisance des débouchés globaux, seulement masquée temporairement par la montée du déficit commercial américain.

Pour ce qui concerne les États-Unis, cette dynamique a fait que l'économie productive américaine n'est plus essentiellement aux États-Unis. Les firmes américaines sont souvent les plus transnationales d'après les calculs de la CNUCED donnés par ses *World Investment Report* annuels. Plus exactement, il y a deux économies américaines : l'une, mondialisée, dont Wal-Mart (250 000 employés) est la caricature, la totalité de sa production étant effectuée hors des États-Unis, pour la plus grande part en Chine, pour revenir s'y vendre ; l'autre, états-unienne, essentiellement de services et très pénétrée par des firmes transnationales non américaines¹³. Mais sa mondialisation a

¹³ Par exemple, le principal producteur de poids lourds américains aux États-Unis, aujourd'hui, est le groupe allemand Daimler-Benz, le deuxième étant le groupe suédois Volvo, les deux produisant sous marques américaines.

produit une scission sociale dont R. Reich annonçait qu'elle était grosse d'une « nouvelle guerre de sécession » entre les gagnants (les détenteurs de capitaux et les manipulateurs de symboles) et les perdants de cette mondialisation (les travailleurs non mobiles et insuffisamment qualifiés) [R. Reich]. L'écroulement du marché financier a transformé cette scission en fracture en mettant à mal les systèmes de retraite par capitalisation, en réduisant encore les budgets publics et le financement des biens publics que sont les consommations de développement de masse (éducation, santé, etc.). Il a révélé crûment cette sécession et posé la question de la durabilité politique d'un développement qui permet au capital de s'affranchir de sa nation et de sa population.

C'est de ce point de vue qu'il faut interpréter l'élection de B. Obama: le divorce est devenu une réalité politique auquel Obama a répondu par une promesse de nouvelle union en rupture avec la politique précédente (« Yes, we can »). Son plan de relance en tire directement les conséquences. N'ignorant pas à quel point l'appareil industriel états-unien a été détruit au cours de la période de financiarisation, ce plan s'efforce de s'adresser à l'économie états-unienne et à ses travailleurs. C'est pourquoi son plan s'adresse aux activités qui reposent sur du travail états-unien comme les travaux d'infrastructure, l'enseignement, la santé et impose, par une clause « protectionniste », le recours aux biens intermédiaires produits aux États-Unis dans tous les cas où ce recours n'augmentera pas le coût du projet de plus de 25%. On peut cependant douter, malgré l'énormité de ce plan, que le nouveau président dispose des moyens de véritablement rompre avec le capitalisme de rentiers en raison de la situation extérieure de son pays lié à la Chine/Asie dans une interaction stratégique.

L'interaction stratégique entre les États-Unis et la Chine/Asie

L'interaction stratégique entre les États-Unis et la Chine/Asie est le produit de la montée du déficit commercial des États-Unis principalement à l'égard de cette région depuis les années 1990. Il a ainsi atteint environ 700 milliards de dollars en 2007. Il a conduit à une dette extérieure évaluée à environ 20 000 milliards de dollars. Cette dette est en majorité souscrite par des agents publics et privés d'Asie et des États pétroliers du Golfe. Ce déséquilibre macroéconomique international (« Global Imbalances ») inquiète aujourd'hui les penseurs académiques les plus éminents (F. Bergsten, B. Eichengreen, K. Rogoff, N. Roubini, J. Stiglitz, par exemple) et les responsables politiques américains.

Dans un tout récent (septembre 2008) rapport au Council on Foreign Relations [B. Setser], B. Setser fait le lien entre la richesse et le pouvoir souverains sans hésiter à débiter son rapport par le rappel de l'impuissance du Royaume-Uni à poursuivre son intervention militaire en Égypte lors de la nationalisation du canal de Suez en raison de la capacité de son créancier de l'époque, les États-Unis, à le menacer de l'arme financière. Il n'hésite pas non plus à se demander si la demande étrangère pour la dette américaine est un actif stratégique ou un talon d'Achille (Point 2) pour développer ensuite en quoi c'est un risque croissant (Point 3). C'est la composante asiatique de ce déséquilibre global américain qui pose question. Elle est en effet le résultat d'un double déséquilibre majeur, le déficit commercial américain trouvant sa contrepartie dans des achats massifs de bons du Trésor américain par leurs partenaires asiatiques excédentaires.

Cette structure crée une interaction stratégique entre les partenaires. L'accent est souvent mis sur la seule relation avec la Chine. Mais, pour très importante que soit cette relation, elle masque la réalité des relations des États-Unis avec l'Asie/Pacifique : la Chine est désormais la partie prédominante d'un ensemble asiatique caractérisé par une forte intégration productive par les firmes transnationales de ces pays qui a abouti à la mise en place d'une « économie à quatre coins » liant les États-Unis, la Chine, le Japon et Taïwan [M. H. Chiang et B. Gerbier]. La Chine en constitue la plate-forme finale de production, Taïwan étant souvent l'étape intermédiaire de leur trafic de perfectionnement passif. De ce fait, la part encore majeure du déficit commercial des États-Unis avec la Chine est due aux firmes transnationales américaines produisant en Chine pour importer aux États-Unis (Wal-Mart en est le meilleur exemple). Il en résulte que le déficit commercial américain est pour partie le produit de la lutte de l'économie américaine internationalisée contre l'économie nationale états-unienne. C'est cette contradiction qu'avait perçue R. Reich lorsqu'il intitulait son dernier chapitre « Who is us ? » [R. Reich]. Cependant, il eût été encore plus pertinent si, comme le remarquait alors P. Berthaud, il l'avait titré « Where is U.S. ? ». Dès lors, il est clair que le redressement de la nation américaine ne sera pas qu'affaire intérieure, à commencer par la soutenabilité de l'étalon dollar.

La crise de l'étalon dollar est-elle évitable ?

En raison de l'énormité du déficit extérieur américain, le maintien du régime d'étalon-dollar repose sur l'acceptation par

des non-résidents des dollars émis en contrepartie. Ces dollars étaient recyclés aux États-Unis essentiellement sous forme d'achat de bons du Trésor américain ou de titres émis par des institutions présentées comme quasi publiques à cette fin (Freddy Mac et Fanny Mae par exemple). Ces souscriptions sont devenues depuis les années 2000 de plus en plus le fait d'agents publics étrangers (Banques centrales et Fonds souverains).

Ainsi, la survie du régime d'étalon dollar est aujourd'hui devenue essentiellement une question de relations interétatiques, là même où les libéraux prédisaient la fin de l'État. Via le financement du déficit public américain, les États souscripteurs échangent la poursuite de leur modèle économique (pour les États asiatiques, le développement tiré par les exportations; pour les États pétroliers du Golfe, la survie des régimes tribaux) contre le maintien du capitalisme de rentiers. Tous les États sont donc liés, via le régime d'étalon dollar, par une «co-dépendance rationnelle»: soutenir le dollar pour éviter le ralentissement de leur activité économique nationale [G. Vanel]. Mais, cette co-dépendance est inégale selon les grandes régions du monde. En raison de l'ampleur du déficit extérieur américain avec ses trois autres partenaires du «carré», cette co-dépendance relève de «l'équilibre de la terreur financière» selon L. Summers¹⁴. Cet équilibre est-il durable?

La durabilité du régime d'étalon dollar est suspendue à la soutenabilité de la dette extérieure américaine. Celle-ci peut être estimée en termes de stocks (montant des dettes extérieures rapporté au montant des avoirs américains à l'étranger) ou de flux (montant des profits rapatriés rapporté au montant du service de la dette). Bien que les adaptations de l'économie américaine nécessaires pour préserver la soutenabilité de la dette ne soient pas exactement identiques dans les deux cas, il est probable que l'optique des flux soit la plus pertinente et la seule praticable (comment mesurer les stocks?): dans une logique d'usurier, peu importe la situation extérieure nette du débiteur tant qu'il assure le service de sa dette. C'est seulement cette défaillance qui révèle la déchéance de la créance. Dès lors, l'équilibre de la terreur financière peut se résumer ainsi:

– d'une part, les créanciers de l'économie américaine ont intérêt à soutenir la croissance déséquilibrée des États-Unis puisque

¹⁴ L. Summers qui fut Secrétaire au Trésor du gouvernement B. Clinton de 1999 à 2001 vient d'être nommé directeur du Conseil Économique National.

leur propre développement en dépend. Ils ont donc intérêt à souscrire les titres du Trésor américain tout en sachant que, du fait de la croissance de la dette externe américaine, leurs avoirs sont soumis à une probabilité de dévalorisation croissante avec le temps ;

– d'autre part, plus l'adaptation de l'économie américaine est retardée, plus se rapproche le moment de la déchéance et plus brutaux seront l'aterrissage et la désorganisation du système monétaire et financier international qui s'ensuivra.

L'effondrement du système monétaire et financier international se traduirait par une crise mondiale générale. Les rapatriements massifs de capitaux internationalisés de la part des agents privés pour faire face à leurs besoins de solvabilité encore majoritairement nationaux, malgré leur mondialisation (voir les indices de transnationalisation des firmes transnationales de la CNUCED) détruiraient les processus de production (« les chaînes de valeur »). Ils provoqueraient un retour sur les nations pour des raisons économiques et politiques, les États redevenant l'institution de référence vers laquelle se tourneraient les forces politiques. D'ailleurs, le recentrage forcé, en raison de la crise américaine, de la Chine sur elle-même à travers son énorme plan de développement indique d'ores et déjà la nouvelle direction que prend l'organisation de l'économie mondiale, celle d'un processus de recul de la mondialisation. Cette crise poserait la question de l'hégémonie : les États-Unis, devenus débiteurs insolubles, ne pourraient plus y prétendre en raison de leur incapacité à organiser l'économie mondiale et l'impulser à travers leur force motrice ; les créanciers, au premier rang desquels la Chine ¹⁵, feraient valoir leurs intérêts et leurs prétentions, mais sans disposer encore de la force motrice nécessaire à la polarisation du monde sur leur économie. Alors s'ouvrirait une crise hégémonique.

¹⁵ De nombreux signaux convergents en provenance de Chine (déclaration du Premier ministre, de la Banque Centrale, de divers économistes ou hommes d'affaires) montrent que le pouvoir se pose désormais cette question. Qu'il s'agisse de réclamer une réforme du SMFI, la création d'une nouvelle monnaie internationale de réserve, de la sécurisation des avoirs chinois en titres d'institutions financières américaines ou de la signature d'accords avec ses voisins asiatiques pour commercer en yuan, les initiatives chinoises montrent que la Chine est contrainte ou désireuse de se comporter en pays challenger de l'hégémon, parce que celui-ci ne remplit plus une de ses fonctions essentielles : produire le bien public « système monétaire et financier international stable ».

Si cette théorie est juste, on voit que le plan Obama, tel Janus, a deux faces : d'un côté, il tente de répondre au sort des travailleurs états-uniens en mobilisant au maximum les ressources états-uniennes ; de l'autre, il empire la situation de soutenabilité de la dette américaine ¹⁶ et accélère la survenue de l'effondrement du système monétaire et financier international, dont ils seront eux aussi victimes. En quelque sorte, il est un résumé des contradictions du capitalisme américain de rentiers.

Conclusion

Dans une lecture d'histoire économique du capitalisme, la crise actuelle n'a rien d'exceptionnel. Elle est un moment classique du fonctionnement normal du capitalisme. C'est seulement par référence au fonctionnement du capitalisme d'après la Seconde Guerre mondiale qu'elle peut paraître anormale. En réalité, c'est cette période qui est exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme, pour des raisons de rapports de force politiques internationaux et nationaux (voir le discours de Truman lançant la guerre froide et l'aide au développement du Tiers monde). En dehors de celle-ci, le capitalisme a toujours été cyclique et les crises financières y ont toujours sanctionné les crises économiques de solvabilité (la réalisation de la valeur chez Marx et la demande effective chez Keynes).

Si on complète cette lecture historique par une théorie de la dynamique économique du capitalisme, la crise actuelle ouvre une période de stagnation économique due à la structure rentière du capitalisme actuel. Elle entame l'agonie du capitalisme américain promoteur de cette structure à l'échelle mondiale. Elle débouchera vraisemblablement sur la remise en cause de son hégémonie. Elle demande de réfléchir d'ores et déjà à la crise hégémonique qu'elle annonce sans doute. Les réflexions en la matière sont montantes aux États-Unis. Elles le sont aussi en Russie et en Chine.

Sur ce plan, la théorie des cycles hégémoniques n'incline guère à l'optimisme puisqu'elle conclut à l'ouverture d'une période de guerres hégémoniques [B. Gerbier, b]. Certes, G. J. Ikenberry y voit une échappatoire : que la Chine accepte

¹⁶ Le lendemain de sa prise de fonction, dans une déclaration publique, B. Obama a demandé à la Chine, en la citant explicitement, de cesser de manipuler sa monnaie (le yuan) et de la réévaluer afin de réduire son excédent commercial.

d'exercer le leadership mondial dans le cadre des règles du jeu anglo-saxonnes actuelles [G. J. Ikenberry]. On peut toutefois être dubitatif sur le réalisme de cette proposition. Raison de plus pour inventer un autre monde dans lequel, comme l'a réclamé sa vie durant H. Bartoli, la capacité de création collective des hommes soit enfin mise au service de la vie.

Bibliographie

- Aglietta M., (2008), *Audition à la Commission des Finances du Sénat de la France sur «Économie mondiale- Situation économique et financière»*, 2 avril, <http://www.senat.fr/bulletin/20080331/fin.html#toc>.
- Aglietta M., (1998), « Le capitalisme de demain », *Notes de la Fondation Saint-Simon*, n° 101, novembre.
- Bizimana O., (2008), « Risque de récession américaine: quel impact pour l'économie française ? », *CAECO News*, Apériodique, n° 85, 31 janvier, <http://kiosque-eco.credit-agricole.fr>
- Chiang M.H., Gerbier B., (2008), « Taiwan and the Transformation of Asia-USA Economic Relationship: From the Triangular Trading Bloc to the Four-Corner Structure », *Chronique des Amériques*, n° 08-19, November.
- Geab, (2007), *Alerte LEAP/E2020 – L'économie américaine est déjà entrée en récession au 1^{er} trimestre 2007, – Communiqué public GEAB N° 15 (15 mai 2007) – La lettre confidentielle de LEAP/E2020.*
- Gerbier B., (2007a), « Pour une théorie de la dynamique du capitalisme », dans Rasselet G. (Direction), (2007), *Les transformations du capitalisme contemporain*, Recherches Économiques François Perroux, L'Harmattan, Paris.
- Gerbier B., (2007b), « Dynamique du capitalisme et guerres », dans Rasselet G. (Direction), (2007), *Dynamique et transformations du capitalisme*, Recherches Économiques François Perroux, L'Harmattan, Paris.
- Ikenberry G. J., (2008), « The Rise of China and the Future of the West, Can the Liberal System Survive? », *Foreign Affairs*, January/February.
- Kennedy P., (1988), *The Rise and Fall of The Great Powers*, Unwin Hyman Ltd, London, publié en français en 1989 sous le titre *Naissance et déclin des grandes puissances*, éditions Payot, Paris.
- Krugman P., (2002), « For Richer », *The New York Times Magazine*, October 20.

- Michalet C.A., (1999), *La séduction des nations ou comment attirer les investissements*, Economica, Paris.
- Reich R., (1992), *The Work of Nations, Preparing Ourselves for 21st Century Capitalism*, Alfred A. Knopf, New York. Traduction française sous le titre *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris, 1997.
- Setser B., (2008), *Sovereign Wealth and Sovereign Power*, *Council Special Report n° 37*, Council on Foreign Relations, Center for Geoeconomics Studies, September.
- Stiglitz J., (2007), « L'heure des comptes a sonné pour les Américains qui vivaient au-dessus de leurs moyens », *Taipei Times*, 12 août.
- Vanel G., (2005), *L'économie politique de l'étalon dollar. Les États-Unis et le nouveau régime financier international*, Thèse de doctorat d'économie internationale, Université P. Mendès-France de Grenoble, Ph.D. en Science Politique, Université du Québec à Montréal.

